

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2467

[2009/203059]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'autorisation de prise en charge des personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas reconnues pour exercer cette activité par une autorité publique**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2001 portant exécution de l'article 29 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mars 2008;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 24 avril 2008;

Considérant l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 22 avril 2008;

Vu l'avis n° 45.325 du Conseil d'Etat, donné le 12 novembre 2008;

Considérant la nécessité de réformer le texte de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2001 portant exécution de l'article 29 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, concernant l'autorisation de prise en charge de personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas agréées par une autorité publique;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales***Art. 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'Intégration des Personnes handicapées;

2° Arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3° Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

4° Bureau régional : bureau régional de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées dont le nombre, l'implantation et le territoire desservi sont précisés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

5° Ministre : le Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions;

6° Prise en charge : la prise en charge visée à l'article 29 du décret;

La prise en charge peut être éducative, médicale, thérapeutique, psychologique, sociale.

Elle s'inscrit dans les principes contenus dans le plan d'action 2006-2015 du Conseil de l'Europe pour le promotion des droits et la pleine participation des personnes handicapées à la société tel que développé dans la Recommandation Rec(2006)5.

Elle vise à l'intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

Elle peut également viser à préparer la réinsertion en famille ou la mise en autonomie des personnes handicapées dans des logements individuels ou communautaires;

7° Services : les structures pour personnes handicapées organisées par les personnes morales ou physiques visées à l'article 29 du décret;

8° Régime de prise en charge : prise en charge en journée, en nuit ou en jour et nuit;

9° Gestionnaire : la personne physique ou morale qui prend en charge des personnes handicapées;

10° Directeur : la ou les personnes physiques désignées par le gestionnaire pour assurer la gestion journalière du ou des lieux de prise en charge.

11° Cadastre de l'emploi : la liste nominative du personnel occupé et rémunéré durant chaque exercice, ventilée par fonctions et catégories telles que reprises à l'annexe II, reprenant pour chaque membre du personnel la durée hebdomadaire contractuelle du temps de travail ainsi que le total des heures rémunérées sur l'exercice et l'ancienneté pécuniaire.

12° Cadastre des personnes accueillies : la liste des personnes handicapées accueillies durant chaque exercice reprenant pour chacune d'elles le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, la nationalité, l'adresse du domicile de la personne ou de son représentant légal, le ou les autorités responsables du placement et du financement.

CHAPITRE II. — *L'autorisation de prise en charge*Section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'octroi et de maintien de l'autorisationSous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions relatives à la direction du service et au directeur

**Art. 3.** Le service doit être dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, lorsque le service est organisé par une personne morale et sous la responsabilité de celle-ci, la gestion journalière, en ce qui concerne au minimum :

- a) la gestion du personnel;
- b) l'application des réglementations en vigueur;
- c) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

**Art. 4.** Une direction effective du service doit être assurée en permanence.

En l'absence du directeur, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur doit disposer des qualifications suivantes :

- soit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale;

- soit être porteur d'un diplôme équivalent délivré dans un autre pays de l'Union européenne.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de directeur à tout autre porteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, obtenu en Belgique ou dans un autre pays de l'Union européenne, si ce dernier s'engage à réussir dans les quatre ans qui suivent le 1<sup>er</sup> septembre de l'année de son engagement, la formation en deux années de cent cinquante heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'Agence.

**Art. 6.** Le directeur doit assurer au minimum les prestations suivantes :

1° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est inférieur ou égal à quinze, le directeur doit prêter au moins un quart-temps;

2° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est supérieur à quinze et égal ou inférieur à trente, le directeur doit prêter au moins un mi-temps;

3° lorsque le nombre de personnes handicapées prises en charge est supérieur à trente, le directeur doit prêter un temps plein.

**Art. 7.** Le directeur ne peut avoir subi de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles.

## Sous-section 2. — Conditions relatives au personnel

**Art. 8.** Les membres du personnel éducatif et non-éducatif doivent disposer d'un casier judiciaire exempt de condamnations à des peines correctionnelles concernant des délits incompatibles avec la fonction, ou criminelles.

Ils sont tenus de fournir une copie de leur casier judiciaire, datant d'au maximum un mois, au gestionnaire lors de leur engagement.

**Art. 9.** Le personnel d'encadrement éducatif doit obligatoirement relever des fonctions visées à l'annexe II.

Le personnel non éducatif doit obligatoirement relever des fonctions visées à l'annexe III.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La norme minimale des prestations du personnel d'encadrement éducatif est fixée à 0,6 équivalent temps plein rémunéré par personne handicapée hébergée.

La moitié au moins de ce personnel doit être au minimum éducateur classe 2A ou classe 2.

Par tranche entamée de 15 personnes handicapées, le personnel d'encadrement éducatif doit compter en son sein au minimum un éducateur spécialisé ou travailleur psycho-médico-social à temps plein.

§ 2. La norme minimale des prestations du personnel non éducatif est fixée à 0,15 équivalent temps plein rémunéré par personne handicapée hébergée.

§ 3. Dans les lieux où des personnes handicapées sont prises en charge uniquement le jour ou uniquement la nuit, les normes minimales visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et au § 2, sont respectivement divisée par deux et réduite d'un tiers.

## Sous-section 3. — Conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les lieux d'activités doivent être aisément accessibles aux résidents.

Ils doivent en outre répondre aux normes minimales suivantes :

- 1° être régulièrement entretenus et faire l'objet de toutes les mesures d'hygiène et de prophylaxie nécessaires;
- 2° être équipés pour prévenir et combattre l'incendie;
- 3° être suffisamment aérés et éclairés et disposer d'une température minimale de 20 degrés centigrades lorsqu'ils sont accessibles aux personnes;
- 4° être sécurisés quant à l'ouverture et la fermeture des fenêtres et des portes et quant à l'accès aux abords;
- 5° être fonctionnels et suffisamment équipés en ce qui concerne la cuisine et le mobilier. Ce dernier sera adapté aux handicaps des personnes;
- 6° être équipés d'installations sanitaires séparées, convenables et en nombre suffisant comprenant au moins une toilette pour dix personnes;
- 7° être équipés de lavabos installés près des toilettes et de la salle à manger.

§ 2. Le lieu d'hébergement doit répondre aux normes minimales suivantes :

1° être doté de chambres aménagées de façon à permettre une surveillance aisée dans le respect strict de la vie privée et où l'espace réservé aux personnes ne peut être inférieur à :

- a) 8 m<sup>2</sup> par personne en chambre individuelle,
- b) 3 m<sup>2</sup> par personne de moins de trois ans, cinq m<sup>2</sup> par personne de trois à cinq ans ou 6 m<sup>2</sup> par personne de plus de cinq ans en chambre collective, l'espace entre les lits en longueur comme en largeur, ne pouvant être inférieur à 80 centimètres;

2° être équipé d'une baignoire ou d'une douche sécurisées par tranche de douze personnes;

3° être équipé d'un éclairage de nuit.

**Art. 12.** Le service doit être doté d'un règlement d'ordre intérieur qui indique au moins :

1° l'identification exacte (dénomination, siège, nature, forme juridique) du gestionnaire et la mention de la date de l'autorisation de prise en charge et de la durée de celui-ci lorsque le service a déjà été autorisé;

2° les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des personnes handicapées à accueillir ou à héberger;

3° le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des personnes handicapées telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;

4° les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée du service, la durée du préavis;

5° les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;

6° les droits et obligations mutuels de la personne handicapée, de son représentant légal et du service;

7° les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service.

*Section 2. — La demande d'autorisation de prise en charge*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'autorisation de prise en charge est adressée par le gestionnaire à l'Agence, sous pli recommandé à la poste. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° un règlement d'ordre intérieur, conforme aux exigences de l'article 12;

2° une note indiquant la ou les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que le service entend accueillir, ainsi que leur nombre, leur sexe et leur âge;

3° l'identité du directeur du service, un extrait de son casier judiciaire, datant de moins de trois mois, une copie de ses diplômes et, le cas échéant, une copie de son contrat de travail et la délégation de pouvoirs écrite du gestionnaire;

4° un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies; ce rapport doit dater de moins d'un an et stipuler, en outre la capacité d'accueil et d'hébergement des infrastructures;

5° un plan de l'établissement indiquant pour ses différents niveaux les voies de communication internes, la destination des locaux ainsi que, le cas échéant, le nombre de lits par chambre;

6° Le numéro d'entreprise du gestionnaire.

**Art. 14.** Si le dossier est complet, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé à la poste, un avis de réception de la demande d'autorisation de prise en charge dans les trente jours de son envoi. L'accusé de réception comporte la mention des voies de recours ouvertes en cas d'absence de décision de l'Agence dans le délai prescrit.

Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise par quelles pièces le dossier doit être complété.

*Section 3. — La décision d'autorisation de prise en charge*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de gestion de l'agence octroie une autorisation de prise en charge au service qui répond aux conditions visées aux articles 3 à 7, 11 et 12 du présent arrêté.

§ 2. L'Agence envoie sa décision au demandeur, dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de la demande d'autorisation de prise en charge.

La décision d'autorisation de prise en charge mentionne :

1° le régime de prise en charge autorisée;

2° le nombre maximum de personnes handicapées pouvant être prises en charge;

3° la localisation ou les localisations des prises en charge des personnes handicapées.

*Section 4. — Les obligations s'imposant au gestionnaire et au service*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le service ne peut accueillir un nombre supérieur de personnes handicapées à sa capacité d'accueil ou d'hébergement telle que définie à l'article 15, § 2, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Le service doit respecter les conditions de personnel visées aux articles 8 à 10 du présent arrêté dès le moment où il accueille des résidents.

§ 3. Toute prise en charge est subordonnée à la signature préalable d'une convention entre le gestionnaire et la personne handicapée ou son représentant abordant au moins les questions reprises à l'annexe I<sup>re</sup>.

§ 4. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 57 du décret, le service doit transmettre annuellement à l'Agence un cadastre de l'emploi et un cadastre des personnes accueillies.

Les services sont tenus d'envoyer ces cadastres, dûment complétés sur les formulaires produits par l'Agence, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé.

§ 5. Le service doit souscrire, préalablement à toute admission d'une personne handicapée, une police d'assurance :

- couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à une personne handicapée ou causé par celui-ci. L'assurance doit préciser que le bénéficiaire garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre;

- couvrant tout dommage causé par une personne handicapée qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour.

Dans ce cas, l'assurance doit couvrir le décès à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394,68 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros.

§ 6. Le gestionnaire communique immédiatement à l'agence les informations et modifications relatives :

- au règlement d'ordre intérieur;

- à l'identité et à l'endroit précis de la prise en charge des personnes accueillies;

- aux catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes accueillies;

- au nombre de personnes accueillies;

- à l'identité du directeur du service;

- à la configuration de l'établissement;
- aux statuts du gestionnaire, lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

Il communique également immédiatement tout document émanant du service communal ou du service régional d'incendie, relatif à la sécurité des résidents.

Sur demande de l'Agence, le gestionnaire communique tout document ou renseignement supplémentaire en lien avec la sécurité, l'hygiène ou le respect des normes et obligations visées par le présent arrêté.

#### Section 5. — Le contrôle

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de gestion de l'Agence assure le respect de la législation et de la réglementation dans le cadre de l'exercice du contrôle des services visés par le présent arrêté conformément aux dispositions du Chapitre VIII du Titre II du décret.

§ 2. En cas de violation des conditions prévues par les articles 3 à 12 du présent arrêté, le Comité de gestion de l'Agence peut, après audition du gestionnaire, décider de la suspension ou du retrait total ou partiel ou de la limitation temporaire de la durée indéterminée de l'autorisation de prise en charge.

La limitation temporaire de la durée indéterminée de l'autorisation de prise en charge s'exerce par l'octroi par le Comité de gestion de l'Agence d'une autorisation de prise en charge provisoire d'une durée de un à trois ans.

Au terme de cette période, l'autorisation de prise en charge est, sauf décision contraire du Comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée.

Si nécessaire, il peut également décider de la fermeture du lieu de prise en charge. Il peut prendre les mêmes décisions, après audition du gestionnaire, en cas de violation des obligations énoncées à l'article 16 du présent arrêté.

§ 3. La suspension de l'autorisation de prise en charge implique l'interdiction de prendre en charge de nouvelles personnes handicapées.

§ 4. Les décisions visées au § 2 sont notifiées au gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par exploit d'huissier.

Elles sont exécutoires dès notification.

**Art. 18.** L'Agence communique au bourgmestre compétent ses décisions de refus, de retrait total ou partiel de l'autorisation de prise en charge.

Elle peut requérir la collaboration de tout service pour assurer la prise en charge urgente des personnes handicapées devant être évacuées.

#### CHAPITRE III. — Des plaintes

**Art. 19.** Toute plainte relative à la prise en charge d'une personne handicapée est adressée par courrier à l'Agence qui en accuse réception dans les dix jours et procède à l'instruction de la plainte.

L'Agence informe le plaignant, la direction, le gestionnaire du service et les autorités responsables du placement et ou du financement, de la suite réservée à cette plainte.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et abrogatoires

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2001 portant exécution de l'article 29 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, concernant l'autorisation de prise en charge des personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas agréées par une autorité publique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2002, est abrogé.

§ 2. Les conditions, obligations et durée de l'autorisation imposées par ou en vertu de cet arrêté sont cependant maintenues pour les établissements bénéficiant d'une autorisation accordée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, et ce jusqu'à ce qu'ils se soient conformés au prescrit de l'article 21.

**Art. 21.** Les services bénéficiant d'une autorisation de prise en charge octroyée à une date antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont tenus de se conformer aux dispositions du présent arrêté avant le 30 juin 2010.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. A titre transitoire et par dérogation à l'article 5, pour le personnel sous contrat à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de directeur à la personne que le gestionnaire désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont il est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile de gestion de quatre ans minimum dans un des services suivants :

- 1° un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2° un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3° un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4° un établissement de soins.

§ 2. A titre transitoire et par dérogation à l'article 9, pour le personnel sous contrat à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Comité de gestion de l'Agence peut décider de reconnaître la qualité de membre du personnel d'encadrement éducatif que le gestionnaire désigne comme tel et ce, quel que soit le diplôme dont ce membre est détenteur, à condition d'avoir une expérience utile d'encadrement éducatif ou de prestation de soins de quatre ans minimum dans un des services suivants :

- 1° un service énuméré à l'article 24, deuxième alinéa, du décret;
- 2° un service en régime d'autorisation de prise en charge de personnes handicapées;
- 3° un service agréé ayant pour objet l'accueil ou l'hébergement d'enfants ou de personnes âgées;
- 4° un établissement de soins.

**Art. 23.** Le Ministre est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

ANNEXE I<sup>re</sup>

1° l'identité des parties avec mention du domicile, de la nationalité et de la date de naissance de la personne handicapée;

2° les services assurés à la personne handicapée, notamment en matière d'alimentation, d'hygiène, de soins de santé et d'activités d'encadrement;

3° le montant de la participation financière couvrant les frais résultant des services rendus;

4° sa durée;

5° les conditions de résiliation pour chaque partie contractante, notamment la durée du préavis et les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée;

6° les risques pris en compte par la police d'assurance couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre;

7° dans le respect du libre choix du médecin par la personne handicapée ou, le cas échéant, par son représentant légal, l'identité et les coordonnées du médecin habilité à superviser la délivrance des médicaments et les soins donnés à la personne handicapée;

8° les jours et heures d'ouverture du service;

9° les modalités de la protection de la personne handicapée quant à la mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiées au gestionnaire, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle;

10° les modalités de l'accès du lieu de prise en charge à la famille, aux amis, aux Ministres des Cultes et aux Conseillers laïcs dont la présence est demandée par la personne handicapée ou son représentant légal;

11° que le gestionnaire garantit à la personne handicapée le respect de sa vie privée, de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses, ainsi que des bonnes mœurs et des convenances;

12° que la personne handicapée ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil ou son hébergement;

13° que le règlement d'ordre intérieur annexé fait partie intégrante de la convention.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 relatif à l'autorisation de prise en charge des personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas reconnues pour exercer cette activité par une autorité publique.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

## ANNEXE II

## DEFINITION DES FONCTIONS ET QUALIFICATIONS DU PERSONNEL D'ENCADREMENT EDUCATIF

**Les éducateurs classe 3 :**

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique);

brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures;

- diplôme ou certificat de puéricultrice (D3P);

- diplôme ou certificat d'aide familial(e) et sanitaire (D3P);

- diplôme ou certificat de moniteur(trice) pour collectivités d'enfants (D3P);

- diplôme ou certificat d'aide seniors;

- diplôme ou certificat d'auxiliaire polyvalent(e) des services à domicile et en collectivité correspondant au certificat de qualification d'auxiliaire familial(e) et sanitaire délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice.

**Les éducateurs classe 2 :**

Uniquement les éducateurs de classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale;

- brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que ceux-ci s'occupent d'enfants de 0 à 6 ans;

- diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans;

- diplôme de l'enseignement normal gardien.

**Les éducateurs classe 2A :**

1) Les porteurs d'un des diplômes ou certificats suivants :

- éducation de l'enfance (D3TQ);

- sciences sociales appliquées (D3TQ);

- techniques sociales (D3TQ);

- éducation physique et animation socio-culturelle (D3TQ);

- d'aspirant(e) en nursing (D3TQ);

- d'assistance en gériatrie (D3TQ);

- d'agent d'éducation (D3TQ);

- d'animateur (D3TQ);

- d'agent social (D3TQ);

- sciences sociales et éducatives (D3TTR);

- attestant la réussite d'une 7<sup>e</sup> année professionnelle (D37P) en puériculture, aide familial(e) et sanitaire, assistance en gériatrie;

- de fin d'études secondaires supérieures techniques à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale.

2) Les porteurs d'un des brevets suivants :

- de puéricultrice (D3P) pour autant que ceux-ci s'occupent exclusivement d'enfants de 0 à 6 ans;
- d'infirmière.

**Les éducateurs spécialisés (classe 1) :**

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste et du diplôme ou certificat d'aptitude pédagogique.

**Les travailleurs psycho-médico-sociaux :**

- 1) les assistants, auxiliaires ou conseillers sociaux;
- 2) les ergothérapeutes, kinésithérapeutes, logopèdes;
- 3) les rééducateurs en psychomotricité;
- 4) les infirmiers gradués sociaux;
- 5) les assistants en psychologie;
- 6) les licenciés en psychologie, psycho-pédagogie, pédagogie, kinésithérapie ou logopédie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 relatif à l'autorisation de prise en charge des personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas reconnues pour exercer cette activité par une autorité publique.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

### ANNEXE III

#### DEFINITION DES FONCTIONS ET QUALIFICATIONS DU PERSONNEL NON EDUCATIF

##### **Commis**

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

##### **Commis-sténodactylographe**

Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.

##### **Rédacteur**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

##### **Econome**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.

##### **Comptable 2<sup>e</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

##### **Comptable 1<sup>re</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

##### **Personnel ouvrier catégorie I**

Les manoeuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

##### **Personnel ouvrier catégorie II**

Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

##### **Personnel ouvrier catégorie III**

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

##### **Personnel ouvrier catégorie IV**

Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

##### **Personnel ouvrier catégorie V**

Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.

##### **Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

##### **Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

##### **Copiste (Braille) 1<sup>re</sup> classe**

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

**Médecin généraliste**

Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

**Médecin spécialiste**

Les porteurs d'un titre de qualification requis pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.

**Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique**

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 relatif à l'autorisation de prise en charge des personnes handicapées par des personnes physiques ou morales qui ne sont pas reconnues pour exercer cette activité par une autorité publique.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

—————  
VERTALING

**WAALSE OVERHEIDSDIENST**

N. 2009 — 2467

[2009/203059]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2001 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 maart 2008;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 24 april 2008;

Gelet op het advies van het "Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées" (Waalse Adviesraad voor Gehandicapte Personen), gegeven op 22 april 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.325, gegeven op 12 november 2008;

Gelet op de noodzakelijkheid om de tekst van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2001 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen te hervormen betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Art. 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° besluit : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3° agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées";

4° het gewestelijk bureau : het gewestelijk bureau van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" waarvan het aantal, de vestiging en het bedieningsgebied nader aangegeven worden in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

5° Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptensbeleid;

6° de verzorging : de verzorging bedoeld in artikel 29 van het decreet.

De verzorging kan educatief, medisch, therapeutisch, psychologisch, sociaal van aard zijn.

Ze past in de beginselen vervat in het actieplan 2006-2015 van de Raad van Europa voor de bevordering van de rechten en de volledige participatie van personen met een handicap aan de maatschappij zoals uiteengezet in Aanbeveling Rec(2006)5.

Ze beoogt de schoolse, sociale, culturele of professionele integratie van de persoon met een handicap.

Ze kan eveneens ertoe strekken de wederopname van gehandicapte personen in gezinsverband of hun zelfstandiging in individuele of communautaire woningen voor te bereiden;

7° diensten : de structuren voor gehandicapte personen geregeld door de rechts- of natuurlijke personen beoogd in artikel 29 van het decreet;

8° verzorgingsregeling : verzorging overdag, 's nachts of overdag en 's nachts;

9° beheerder : de natuurlijke of rechtspersoon die gehandicapte personen verzorgt;

10° directeur : de door de beheerder aangewezen natuurlijke persoon (personen) die belast is (zijn) met het dagelijkse beheer van de plaatsen waar de verzorging doorgaat;

11° tewerkstellingskadaster : de lijst op naam van het tewerkgestelde en bezoldigde personeel tijdens elk werkjaar, opgesplitst per functie en categorie zoals opgenomen in bijlage II met vermelding voor elk lid van het personeel van de contractuele weekduur van de arbeidstijd en het totaal van de bezoldigde uren tijdens het werkjaar en de geldelijke anciënniteit.

12° Kadaster van de opgevangen personen : de lijst van de gehandicapte personen opgevangen tijdens elk werkjaar met vermelding voor elk van hen van de naam, de voornaam, het geboortjaar, het geslacht, de nationaliteit, het adres van de woonplaats van de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger, de overheid of overheden verantwoordelijk voor de plaatsing en de financiering.

## HOOFDSTUK II. — *Toelating voor de verzorging*

### *Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning en het behoud van de erkenning*

#### Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor de leiding van de dienst en de directeur

**Art. 3.** De dienst moet onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, wanneer de dienst geregeld wordt door een rechtspersoon en onder haar verantwoordelijkheid, het dagelijks beheer van de dienst waar te nemen hoe dan ook wat betreft :

- a) het personeelsbeheer;
- b) de toepassing van de geldende regelgevingen;
- c) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap.

**Art. 4.** Er moet de hele tijd in een daadwerkelijke leiding over de dienst voorzien worden.

In afwezigheid van de directeur moet een daartoe gemachtigd personeelslid in staat zijn de schikkingen te treffen die dienstig zijn in geval van nood en aan de zowel externe als interne vragen voldoen.

**Art. 5. § 1.** De directeur moet beschikken over volgende kwalificaties :

- ofwel houder zijn van een einddiploma of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs (volledig leerplan of sociale promotie) met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering;
- ofwel houder zijn van een gelijkwaardig diploma uitgereikt in een ander land van de Europese Unie.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het beheerscomité van het Agentschap beslissen de hoedanigheid van directeur te verlenen aan iedere andere houder van een einddiploma of -getuigschrift uit het voltijds onderwijs of de sociale bevordering, verkregen in België of in een ander land van de Europese Unie als laatstgenoemde zich ertoe verbindt binnen de vier jaar die volgen op 1 september van het jaar van zijn verbintenis te slagen voor de opleiding in twee jaren van honderd vijftig uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen" ingericht door een opleidingsverstrekker of een onderwijsinstelling erkend door de Franse Gemeenschap en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap.

**Art. 6.** De directeur dient minstens de volgende prestaties te verstrekken :

1° indien het aantal verzorgde gehandicapte personen lager is dan of gelijk is aan vijftien, dient de directeur minstens een kwarttijdse betrekking vervullen;

2° indien het aantal verzorgde gehandicapte personen hoger is dan aan vijftien en gelijk aan of lager dan dertig, dient de directeur minstens een halftijdse betrekking vervullen;

3° indien het aantal verzorgde gehandicapte personen hoger is aan dertig, dient de directeur een voltijdse betrekking vervullen.

**Art. 7.** De directeur mag niet veroordeeld zijn voor correctionele straffen betreffende misdrijven die onverenigbaar zijn met het ambt, noch voor criminele straffen.

#### Onderafdeling 2. — Voorwaarden betreffende het personeel

**Art. 8.** De leden van het educatieve en het niet-educatieve personeel moeten over een strafregister beschikken dat vrij van veroordelingen tot correctionele straffen betreffende misdrijven die onverenigbaar zijn met het ambt, of tot criminele straffen.

Zij dienen de beheerder bij hun indienstneming een afschrift te verstrekken van hun strafregister dat hoogstens één maand oud is.

**Art. 9.** Het educatieve begeleidend personeel moet verplicht onder één van de functies bedoeld in bijlage II vallen.

Het niet-educatieve personeel moet verplicht onder één van de functies bedoeld in bijlage III vallen.

**Art. 10. § 1.** De minimumnorm voor de prestaties van het educatieve begeleidend personeel wordt vastgesteld op 0,6 bezoldigde voltijdsequivalenten per opgevangen gehandicapte persoon.

Minstens de helft van dat personeel moet minstens opvoeder van klasse 2A of klasse 2 zijn.

Per aangevangen schijf van 15 gehandicapte personen moet minstens één voltijdse gespecialiseerde opvoeder of psycho-medisch-sociale werknemer deel uitmaken van het educatieve begeleidend personeel.

§ 2. De minimumnorm voor de prestaties van het niet-educatieve personeel wordt vastgesteld op 0,15 bezoldigde voltijdsequivalenten per opgevangen gehandicapte persoon.

§ 3. Op de plaatsen waar gehandicapte personen enkel overdag of enkel 's nachts verzorgd worden, worden de minimumnormen bedoeld in § 1, lid 1, en in § 2, respectievelijk gedeeld door twee en met één derde verminderd.

#### Onderafdeling 3 — Voorwaarden in verband met hygiëne en veiligheid

**Art. 11. § 1.** De plaatsen waar activiteiten doorgaan moet vlot toegankelijk zijn voor de bewoners.

Daarnaast moeten ze voldoen aan volgende minimumnormen :

1° regelmatig onderhouden worden en het voorwerp uitmaken van alle nodige hygiëne- en profylactische maatregelen;

2° uitgerust zijn om brand te voorkomen en te bestrijden;

3° voldoende verlucht en verlicht zijn en beschikken over een minimumtemperatuur van 20 graden centigraden wanneer ze toegankelijk zijn voor personen;



4° beveiligd zijn wat betreft de opening en de sluiting van de vensters en de deuren en de toegang tot de onmiddellijke omgeving;

5° functioneel en voldoende uitgerust zijn wat betreft keuken en meubilair. Dat laatste moet aangepast zijn aan de handicaps van de personen;

6° uitgerust zijn met afzonderlijke, nette en in aantal voldoende sanitaire installaties, waaronder minstens één toilet per tien personen;

7° uitgerust zijn met lavabo's aangebracht bij het toilet en de eetkamer.

§ 2. De plaats van opvang moet voldoen aan volgende minimumnormen :

1° uitgerust zijn met kamers die zodanig ingericht zijn dat een vlotte bewaking mogelijk wordt gemaakt met strikte naleving van het privéleven en waar de plaats voorbehouden aan de personen niet lager mag zijn dan :

a) 8 m<sup>2</sup> per persoon in een individuele kamer;

b) 3 m<sup>2</sup> per persoon van minder dan drie jaar, 5 m<sup>2</sup> per persoon van drie tot vijf jaar of 6 m<sup>2</sup> per persoon ouder dan vijf jaar in slaapzalen, waarbij de ruimte tussen de bedden zowel in de lengte als in de breedte niet minder mag bedragen dan 80 cm;

2° uitgerust zijn met een beveiligd ligbad of een beveiligde douche per schijf van twaalf personen;

3° uitgerust zijn met nachtverlichting.

**Art. 12.** De dienst moet over een huishoudelijk reglement beschikken waarin minstens volgende gegevens vermeld zijn :

1° de juiste naam (benaming, zetel, aard, rechtsvorm) van de beheerder en de vermelding van de datum van de toelating voor de verzorging en de duur ervan indien de dienst reeds vergund werd;

2° de doelstellingen van de dienst en het geheel van de door hem verleende diensten met een globale beschrijving van de gehandicapte personen die opgevangen of gehuisvest worden;

3° in voorkomend geval, de bijzondere toelatingsvoorwaarden, meer bepaald de voorwaarden in verband met de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gehandicapte personen zoals de leeftijd, het geslacht, de bijkomende handicaps of de uitsluiting ervan;

4° de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntatie of het uit de dienst wegsturen van de gehandicapte personen, de duur van de vooropzeg;

5° de nadere regels voor de indiening van eventuele bezwaren, voorstellen en opmerkingen en de wijze waarop ze behandeld worden;

6° de wederzijdse rechten en plichten van de gehandicapte persoon, diens wettelijke vertegenwoordiger en van de dienst;

7° de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die de dienst heeft aangegaan.

#### *Afdeling 2. — Aanvraag van een toelating tot verzorging*

**Art. 13.** § 1. De aanvraag van een toelating tot verzorging wordt door de beheerder aan het Agentschap gericht, bij ter post aangetekend schrijven. Ze gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1° een huishoudelijk reglement, beantwoordend aan de vereisten van artikel 12;

2° een nota met opgave van de categorie(ën) handicaps waaraan de personen die de dienst wil opvangen, lijden, hun aantal, hun geslacht en hun leeftijd;

3° de identiteit van de directeur van de dienst, een uittreksel uit diens strafregister van minder dan drie maanden oud, een afschrift van zijn diploma's en, in voorkomend geval, een afschrift van diens arbeidsovereenkomst en de schriftelijke overdracht van bevoegdheden van de beheerder;

4° een verslag van een gemeentelijke of regionale brandbestrijdingsdienst waarbij bevestigd wordt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn getroffen om brand te voorkomen; dat verslag moet minder dan één jaar oud zijn en daarnaast de opvang- en huisvestingscapaciteit van de infrastructuur vermelden;

5° een plattegrond van de instelling waarbij voor de verschillende verdiepingen de gangpaden, de bestemming van de lokalen en, in voorkomend geval, het aantal bedden per kamer;

6° het ondernemingsnummer van de beheerder.

**Art. 14.** Als het dossier volledig is, stuurt het Agentschap bij ter post aangetekend schrijven een bericht van ontvangst van de aanvraag voor een toelating tot verzorging aan de aanvrager, binnen de dertig dagen nadat die aanvraag werd opgestuurd. In het bericht van ontvangst wordt melding gemaakt van de beroepsmiddelen die openstaan bij uitblijven van een beslissing van het Agentschap binnen de voorgeschreven termijn.

Indien het dossier niet volledig is, geeft het Agentschap de aanvrager daar kennis van op dezelfde wijze en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

#### *Afdeling 3. — Aanvraag van een toelating tot verzorging*

**Art. 15.** § 1. Het beheerscomité van het Agentschap verstrekt een toelating tot verzorging aan de dienst die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 tot 7, 11 en 12 van dit besluit.

§ 2. Het Agentschap richt zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier betreffende de aanvraag om eerste erkenning.

De beslissing tot toelating tot verzorging vermeldt :

1° de toegelaten verzorgingsregeling;

2° het maximum aantal gehandicapte personen die verzorgd mogen worden;

3° de plaats(en) waar de gehandicapte personen verzorgd worden.

#### *Afdeling 4. — Verplichtingen van de beheerder en de dienst*

**Art. 16.** § 1. De dienst mag niet meer gehandicapte personen ontvangen dan wat zijn opvang- dan wel huisvestingscapaciteit, zoals omschreven in artikel 15, § 2, 2°, verdragen kan.

§ 2. De dienst moet alle personeelsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 8 tot 10 van dit besluit naleven zodra bewoners opgevangen worden.

§ 3. Elke verzorging wordt ondergeschikt gemaakt aan de voorafgaandelijke ondertekening van een overeenkomst tussen de beheerder en de gehandicapte persoon of diens vertegenwoordiger waarin minstens de vragen gesteld in bijlage I aan bod komen.

§ 4. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 57 van het decreet moet de dienst het Agentschap jaarlijks een werkgelegenheidskadaster en een kadaster van de opgevangen personen overmaken.

De diensten moeten die kadasters, behoorlijk ingevuld op formulieren opgelegd door het Agentschap, uiterlijk tegen 31 maart volgend op het afgelopen werkjaar opsturen.

§ 5. De dienst moet voor iedere opname van een gehandicapte persoon een verzekeringspolis aangaan :

- ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid of van de personen waarvoor hij aansprakelijk is in verband met iedere schade die een gehandicapte persoon veroorzaakt dan wel ondergaat. De verzekering dient aan te geven dat de gerechtigde de hoedanigheid van derde behoudt en de schade dekken tot en met een minimumbedrag van 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade per schadepost;

- ter dekking van alle schade veroorzaakt door een gehandicapte persoon die zijn civiele aansprakelijkheid niet in opspraak zou brengen of van alle schade die hem tijdens de verblijf zou zijn toegebracht.

In dat geval dekt de verzekering het overlijden voor een minimumbedrag van 2.478,94 euro, de permanente ongeschiktheid tegen een minimumbedrag van 12.394,68 euro en de behandelingskosten tegen een minimumbedrag 2.478,94 euro.

§ 6. De beheerder deelt het Agentschap onmiddellijk de inlichtingen en wijzigingen mee in verband met :

- het huishoudelijk reglement;
- de identiteit en de precieze plaats waar de opgevangen personen verzorgd worden;
- de categorieën handicaps waar de opgevangen personen aan lijden;
- het aantal opgevangen personen;
- de identiteit van de directeur van de dienst;
- de configuratie van de instellingen;
- de statuten van de beheerder indien het een rechtspersoon betreft.

Hij deelt eveneens onmiddellijk elk stuk mee dat uitgaat van de gemeentelijke of regionale brandbestrijdingsdienst in verband met de veiligheid van de bewoners.

Op verzoek van het Agentschap deelt de beheerder elk bijkomend stuk of elke bijkomende inlichting mee in verband met de veiligheid, de hygiëne of de naleving van de normen en verplichtingen waarvan sprake in dit besluit.

#### *Afdeling 5. — Controle*

**Art. 17.** § 1. Het beheerscomité van het Agentschap garandeert de naleving van de wet- en regelgeving in het kader van de uitoefening van de controle op de diensten beoogd bij dit besluit overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII van Titel II van het decreet.

§ 2. Bij schending van de voorwaarden voorzien bij de artikelen 3 tot en met 12 van dit besluit kan het beheerscomité van het Agentschap, na de beheerder te hebben gehoord, beslissen tot de opschorting of de gehele dan wel gedeeltelijke intrekking tot de beperking in de tijd van de onbepaalde duur van de toelating tot verzorging.

De beperking in de tijd van de onbepaalde duur van de toelating tot verzorging gebeurt door de toekenning door het beheerscomité van het agentschap van een voorlopige toelating tot verzorging met een duur van drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de toelating tot verzorging, behoudens andersluidende beslissing van het beheerscomité, toegekend voor een onbepaalde duur.

Indien nodig kan het comité eveneens beslissen tot de sluiting van de plaats van de opname. Hij kan dezelfde beslissingen treffen na de beheerder te hebben gehoord, bij schending van de verplichtingen vernoemd in artikel 16 van dit besluit.

§ 3. De opschorting van de erkenning houdt in dat het verboden is nieuwe personen op te nemen.

§ 4. De beslissingen waarvan sprake in § 2 worden aan de beheerder medegedeeld bij ter post aangetekend schrijven of per deurwaardersexploot.

Zij zijn onmiddellijk na hun kennisgeving uitvoerbaar.

**Art. 18.** Het Agentschap deelt aan de bevoegde burgemeester zijn beslissingen mee tot weigering, gehele dan wel gedeeltelijke intrekking van de toelating tot verzorging.

Het Agentschap kan de medewerking eisen van elke dienst om in de noodopvang te voorzien van de gehandicapte personen die weggeleid moeten worden.

#### *HOOFDSTUK III. — Bezwaren*

**Art. 19.** Elk bezwaar betreffende de opname van een gehandicapte persoon wordt per brief aan het Agentschap gericht, dat er ontvangst van bericht binnen de tien dagen en daarna het bezwaar behandelt.

Het Agentschap deelt de bezwaarindiener, de directie, de beheerder van de dienst en de autoriteiten verantwoordelijk voor de plaatsing of de financiering het gevolg mee dat aan dat bezwaar gegeven wordt.

#### *HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 20.** § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2001 houdende uitvoering van artikel 29 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen te hervormen betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen, gewijzigd bij het besluit van 21 februari 2002, wordt opgeheven.

§ 2. De voorwaarden, verplichtingen en de duur van de toelating opgelegd bij of krachtens dit besluit worden evenwel in stand gehouden voor de instellingen die een toelating kregen die hen toegekend werd voor de inwerkingtreding van dit besluit, totdat ze zich geschikt hebben naar de bepalingen van artikel 21.

**Art. 21.** De diensten die een toelating tot verzorging kregen, hen toegekend op een datum vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, dienen zich te schikken naar de bepalingen van dit besluit voor 30 juni 2010.

**Art. 22.** § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel en in afwijking van artikel 5 kan het beheerscomité van het Agentschap voor de personen die onder contract waren op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beslissen de hoedanigheid van directeur te erkennen aan de persoon die als dusdanig aangewezen wordt door de beheerder, ongeacht het diploma waarvan hij houder is, op voorwaarde dat hij een nuttige beheerservaring heeft van minstens vier jaar in één van de volgende diensten :

- 1° een dienst vernoemd in artikel 24, tweede lid, van het decreet;
- 2° een dienst die een toelatingsregeling heeft voor de verzorging van gehandicapte personen;
- 3° een erkende dienst met als doel de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarden;

4° een verzorgingsinstelling.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel en in afwijking van artikel 9 kan het beheerscomité van het Agentschap voor de personen die onder contract waren op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beslissen de hoedanigheid van personeelslid te erkennen aan de persoon die als dusdanig aangewezen wordt door de beheerder, ongeacht het diploma waarvan hij houder is, op voorwaarde dat hij een nuttige ervaring heeft als educatief begeleider of dienstverstreker van minstens vier jaar in één van de volgende diensten :

- 1° een dienst vernoemd in artikel 24, tweede lid, van het decreet;
- 2° een dienst die een toelatingsregeling heeft voor de verzorging van gehandicapte personen;
- 3° een erkende dienst met als doel de opvang of de huisvesting van kinderen of bejaarden;
- 4° een verzorgingsinstelling.

**Art. 23.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

#### BIJLAGE I

1° de identiteit van de partijen, met vermelding van de woonplaats, de nationaliteit en de geboortedatum van de gehandicapte persoon;

2° de diensten die de gehandicapte persoon gewaarborgd worden, inzonderheid inzake voeding, hygiëne, gezondheidszorgen en begeleidingsactiviteiten;

3° het bedrag van de financiële bijdrage voor de dekking van de kosten ontstaan uit de verleende diensten;

4° de duur ervan;

5° de voorwaarden voor elke ondertekenende partij om het contract op te zeggen, meer bepaald de duur van de vooropzeg en de omstandigheden die aanleiding kunnen geven tot de heroriëntatie of het uit de dienst wegsturen van de gehandicapte personen;

6° de risico's die gedekt worden door de verzekeringspolis die de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de dienst of van de personen dekt voor wie hij moet instaan;

7° met inachtneming van de vrije keuze van de geneesheer door de gehandicapte persoon of, in voorkomend geval, door diens wettelijke vertegenwoordiger, de identiteit en de adresgegevens van de geneesheer die gemachtigd is op het verstrekken van geneesmiddelen en de zorgen verstrekt aan de gehandicapte persoon toe te zien;

8° de openingsdagen en -uren van de dienst;

9° de nadere regels voor de bescherming van de gehandicapte persoon i.v.m. het in bewaring geven van de goederen, waarborgen en waarden die aan de beheerder worden toevertrouwd, alsmede de voorschriften voor het eventuele beheer ervan;

10° de nadere regels voor de toegang van de familie, de vrienden, de bedienaars van de eredienst en de lekenhulpers wier aanwezigheid gevraagd wordt door de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger, tot de plaats waar de verzorging plaatsvindt;

11° dat de beheerder de gehandicapte persoon de eerbiediging waarborgt van diens persoonlijke levenssfeer, de geloofsovertuiging, de opinies en levensinzichten, evenals de goede zeden en de welvoegelijkheid;

12° dat de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger het recht heeft volledig, juist en op tijd ingelicht te worden over alle vragen die diens opvang of huisvesting aanbelangen;

13° dat het huishoudelijk reglement als bijlage volledig deel uitmaakt van de overeenkomst.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen.

Namen, 14 mei 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

#### BIJLAGE II

##### OMSCHRIJVING VAN DE FUNCTIES EN KWALIFICATIES VAN HET EDUCATIEVE BEGELEIDENDE PERSONEEL

###### Opvoeders klasse 3 :

- eindexamen of -getuigschrift van het lager of hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindattest of getuigschrift (met vrucht beëindigd) van het hoger secundair beroepsonderwijs;
- diploma of getuigschrift kinderopvoeding (D3P);
- diploma of getuigschrift gezins- en sanitaire helper;
- diploma of getuigschrift jeugdwerker/jeugdwerkster (D3P);
- diploma of getuigschrift bejaardenhelper;
- diploma of getuigschrift polyvalente hulpwerker/werkster van de thuiszorg- en gemeenschapsdiensten dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire helper/helpster van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

###### Opvoeders klasse 2 :

Uitsluitend de opvoeders van klasse II die reeds in een erkende inrichting in dienst waren op 1 januari 1976 en die beschikken over één van de volgende titels :

- diploma of getuigschrift van een school of van een technische hogere secundaire cursus met pedagogische, psychologische of sociale oriëntering;
- attest van verpleger(st)er of van kinderverzorgster voor zover ze voor kinderen van 0 tot 6 zorgen;

- diploma, getuigschrift of gelijkwaardige titel van minstens het gewoon basisonderwijs voorzover de titularissen van deze titel voor kinderen van 3 tot 6 jaar zorgen;
- diploma van het gewoon kleuteronderwijs.

**Opvoeders klasse 2A :**

- 1) De houders van een diploma of getuigschrift :
  - kinderopvoeding (D3TQ);
  - toegepast sociaal wetenschappelijk onderzoek (D3TQ);
  - sociale technieken (D3TQ);
  - lichamelijke opvoeding en socio-culturele animatie (D3TQ);
  - van aspirant nursing (D3TQ);
  - van assistent in geriatrie (D3TQ);
  - van opvoedingsagent (D3TQ);
  - van vormingswerker (D3TQ);
  - van maatschappelijke agent (D3TQ);
  - maatschappelijke en educatieve wetenschappen (D3TTR);
  - als bewijs dat ze geslaagd zijn voor het 7e beroepsjaar (D37P) kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster of -hulp, assistente in geriatrie;
  - van het technisch hoger secundair onderwijs met een pedagogische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie.

2) De houders van één van de volgende getuigschriften :

- getuigschrift van kinderverzorgster (D3P) voor zover ze uitsluitend voor kinderen van 0 tot 6 jaar zorgen;
- getuigschrift van verpleegster.

**Opvoeders klasse 1 :**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger al dan niet universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, behalve het diploma van bibliothecaris-documentalist, van het getuigschrift of van het diploma van pedagogische bekwaamheid.

**Psycho-medisch-sociale werkers :**

- 1) assistent, hulp of sociaal adviseur;
- 2) ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist;
- 3) orthopedagoog;
- 4) verpleger sociaal geïnduceerde;
- 5) assistent in de psychologie;
- 6) licentiaat psychologie, psychopedagogie, pedagogie, kinesitherapie of logopedie.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen.

Namen, 14 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

BIJLAGE III

OMSCHRIJVING VAN DE FUNCTIES EN KWALIFICATIES  
VAN HET NIET-EDUCATIEVE BEGELEIDENDE PERSONEEL

**Klerk**

De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling " Travaux de bureau ", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

**Klerk-stenotypist**

De houders van één voor de functie van klerk vereiste titel en van een getuigschrift of diploma dat van stenotypiekennis getuigt.

**Opsteller :**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale vereisten van de functie.

**Econoom**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de opleiding van opsteller.

**Boekhouder-klasse 2**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een handelsrichting.

**Boekhouder-klasse I**

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale vereisten van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

**Arbeiderspersoneel categorie I**

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

**Arbeiderspersoneel categorie II**

Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnenaaisters, portiers, helpers van gekwalificeerde arbeider voor zover de dienst een gekwalificeerde arbeider telt.

**Arbeiderspersoneel categorie III**

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

**Arbeiderspersoneel categorie IV**

Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinstelling uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecanicien, loodgieter-sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektricien, kok.

**Arbeiderspersoneel categorie V**

Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

**Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

**Kopiist (braille) 2e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

**Kopiist (braille) 1e klasse**

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

**Huisarts**

De houders van een diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.

**Geneesheer-specialist**

De houders van een titel vereist voor de uitoefening van het beroep van huisarts, alsook een specificatietitel vereist na advies van de Commissie tot erkenning van de geneesheren-specialisten.

**Licentiaat economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering**

De houders van het diploma dat één van deze titels verleent.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 betreffende de toelating voor natuurlijke of rechtspersonen om voor gehandicapte personen te zorgen zonder dat ze door een publieke overheid erkend zijn om die activiteit uit te oefenen.

Namen, 14 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2468

[2009/203025]

**27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'octroi de subsides en infrastructure et en équipement aux entreprises de travail adapté agréées par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, les articles 10, 14, alinéa 3, 15 et 24;  
Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des personnes handicapées;

Vu l'arrêté ministériel du 5 septembre 1978 fixant les critères d'octroi de subsides à la création, l'agrandissement et l'aménagement d'ateliers protégés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 mars 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2009;

Vu l'avis 46.528/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup> — Dispositions générales

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> l'arrêté du 7 novembre 2002 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées;

2<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

3<sup>o</sup> ETA : entreprise de travail adapté agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002.